



u. c. i. j.

COLLECTIF UCIJ - REGION NAZAIRIENNE*
(UNI-E-S CONTRE L'IMMIGRATION JETABLE)

**VIVRE ENSEMBLE,
ROMS ET NON-ROMS**

Projection du Film

« CAUSE COMMUNE »

de *Sophie Averty*

Documentaire sur l'engagement citoyen d'élus/es et d'habitant/es autour de l'accueil de Roms, expulsés de Nantes et accueillis à Indre (44)

suivi d'un **DÉBAT** avec

- **Monique RICHARD**, Conseillère Municipale d'Indre
- **des militantes** de l'association ROMSI d'Indre
- **des habitantes Roms d'Indre** (sous réserve)

Vendredi 29 Novembre 2013

20H30

AGORA 1901- salle 7.

2 bis rue Albert de Mun- St Nazaire-

*Le COLLECTIF UCIJ - région nazairienne est composé de : citoyennes, citoyens, et d'organisations : Artisans du Monde, ATTAC, CCFD, Collectif Solidarité-Algérie, Comité Solidarité-Palestine, Collectif Soutien Personnes Sans-Papiers, EELV, FCPE, Femmes Solidaires, FSU, LDH, LO, Mouvement de la Paix, MRAP, NPA, PCF, PG, SUD-Trésor.

c/o MRAP-2bis rue Albert de Mun – 44 600 St Nazaire - tel 02 40 53 32 35

«Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie» osait



déclarer Manuel Valls, ministre de l'Intérieur en septembre 2013.

En application de ses déclarations, les évacuations de camps se poursuivent de façon extrêmement violente, sans proposition de relogement. Les expulsions du territoire français permettent de « faire du chiffre ».

Cette politique et son exposition médiatique encouragent les jugements stéréotypés, racistes et xénophobes contre les Roms.

L'histoire des Roms est partie intégrante de celle de l'Europe dont ils sont citoyens.

En France, ils sont **environ 17000** immigrés, originaires principalement de Roumanie et de Bulgarie... Ces **0,025 %** de la population française seraient-ils une menace pour **65,7 millions** d'habitants ?

Ces personnes fuient la pauvreté et le racisme de leurs pays d'origine et cherchent un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants.

L'exemple des pratiques d'une commune très proche, Indre, montre que

- **Oui ! Eux et nous, pouvons vivre ici dignement, ensemble**
- **Non ! Les Roms n'ont pas « vocation » à retourner dans leur pays d'origine,**

pour peu :

- qu'on s'en donne les moyens et la volonté politique,
- que, derrière les chiffres, on n'oublie pas les êtres humains !
- qu'on abandonne nos préjugés racistes et xénophobes !

Le Collectif UCIJ rappelle que les Roms de Roumanie et de Bulgarie sont des citoyens et citoyennes européens avec les droits afférents : droit de circulation, droit au travail (même s'il est entravé jusqu'en décembre 2013)...

Les politiques locales doivent intégrer les fonds européens destinés à cet effet et permettre l'accès aux droits fondamentaux pour tous et toutes, sans distinction de nationalité, aux Droits Humains tels que définis dans la Déclaration Universelle des Droits Humains de 1948.



u. c. i. j.